CONVENTION DÉMOCRATE

Barack Obama envoie Michelle en ambassadrice

Michelle Obama, qui pourrait devenir la première first lady noire si son mari, Barack Obama, est élu président des Etats-Unis en novembre, a eu le privilège hier soir de lancer la 45e Convention démocrate à Denver (Colorado, Ouest).

Michelle Obama, arrivée à Denver accompagnée de ses filles Malia, 10 ans et Sasha 7 ans, de sa mère Marian Robinson, de son frère Craig Robinson et de la sœur de M. Obama, Maya Soetoro-Ng, devrait s'efforcer de «vendre» à la convention un portrait de M. Obama, un «gars ordinaire», à mille lieues de l'image que tente d'imposer le camp républicain.

Le candidat démocrate devrait s'exprimer à la convention démocrate juste après ce discours via une liaison satellite, depuis Kansas City, dans le Missouri (centre), où il était en campagne hier.

«Ma femme Michelle parle (lundi) ce soir et vous aurez un aperçu de qui elle est, quelles sont nos valeurs et comment nous élevons nos enfants», a-t-il dit dimanche. «Je pense que vous conclurez qu'il est comme nous, qu'il vient de la classe moyenne, qu'il a été boursier, qu'il a dû recourir à des prêts quand il était étudiant, que lui et sa femme sont inquiets pour leurs enfants, qu'ils doivent se préoccuper de la façon de financer leurs études», a ajouté le sénateur de l'Illinois, parlant de lui et de son couple à la troisième personne.

Le candidat démocrate à la Maison-Blanche est dépeint dans la campagne du camp républicain comme un élitiste, plus proche de starlettes comme Britney Spears ou Paris Hilton que des Américains moyens.

Pour éviter la mésaventure arrivée à John Kerry en 2004, dont la campagne fut plombée par l'argumentaire républicain l'accusant d'élitisme, le camp Obama a choisi de rendre coup pour coup.

Les gaffes du candidat républicain John McCain, incapable d'indiquer combien de maisons lui et sa femme possèdent ou affirmant que l'on est riche quand on touche 5 millions de dollars par an, ont été largement exploitées par le camp Obama.

Fils et petit-fils d'amiraux, M. McCain est marié à une héritière multi-millionnaire d'un important distributeur de bière. En 2006, Cindy McCain a déclaré au fisc américain avoir perçu 6 millions de dollars de revenus. Le contraste avec les Obama est saisissant.

Ph. DR

Le père de M. Obama, un étudiant du Kenya, a abandonné mère et enfant quand le jeune Barack avait 2 ans. A sa naissance, sa mère, Ann Dunham, avait seulement 18 ans et pas d'emploi fixe.

Michelle Obama a connu, elle aussi, une trajectoire en forme de conte de fées américain. «Je suis une singularité statistique. Une fille noire, élevée dans le South Side (un quartier très déshérité) de Chicago... Je ne suis absolument pas censée être là», dit-elle. Parents et enfants vivaient à quatre dans un deux-pièces. Son père, Frazer Robinson, employé de mairie, a travaillé toute sa vie, malgré une sclérose en plaques. Marian, sa mère, a élevé les enfants. Michelle a cependant réussi à être admise dans la prestigieuse université de Princeton en 1981.

Après Princeton, elle est entrée à la faculté de droit de Harvard avant de devenir avocate dans un cabinet d'affaires de Chicago. C'est là qu'elle a rencontré celui qui allait devenir son mari.

Après leur mariage en 1992, elle a quitté le secteur privé pour travailler à la mairie de Chicago, puis à l'hôpital universitaire dont elle est maintenant la vice-présidente chargée des relations extérieures.

Des médias — ainsi que Cindy McCain, l'épouse du candidat républicain — ont mis son patriotisme en doute lorsqu'elle a déclaré en février devant une foule d'électeurs : «Pour la première fois de ma vie d'adulte, je suis réellement fière de mon pays.»

«Evidemment j'aime mon pays (...) et nulle part ailleurs qu'en Amérique, mon histoire n'aurait pu être possible», a expliqué plus tard Mme Obama qui a trouvé un soutien de poids en la personne de Laura Bush, la femme du président George W. Bush, qui ne tarit pas d'éloges sur elle.

Kaboul va renégocier le mandat des forces internationales, après des bavures

Le gouvernement afghan a annoncé hier qu'il souhaitait renégocier les termes de la présence des forces internationales en Afghanistan, après une série de frappes aériennes meurtrières de la coalition sous commandement américain, dont la dernière a tué 90 civils selon Kaboul.

Les principaux responsables afghans, le président Hamid Karzaï en tête, lancent depuis des mois mais en vain des appels à la prudence aux forces internationales, prévenant que de telles bavures risquent de retourner la population contre les soldats étrangers et le gouvernement.

Pour leur part, les forces internationales assurent tout mettre en œuvre pour diminuer la possibilité de dommages collatéraux, mais la poursuite des bombardements meurtriers ces derniers mois a visiblement exaspéré le gouvernement afghan.

Dans une résolution adoptée hier au nom de la «souveraineté de l'Afghanistan», le Conseil des ministres mandate les ministres de la Défense et des Affaires étrangères pour «ouvrir des négociations avec les forces internationales», selon un communiqué du gouvernement.

Il s'agit de «renégocier les termes de la présence de la communauté internationale en Afghanistan», d'«établir les limites et les responsabilités des forces internationales conformément aux lois afghanes et internationales» et de «mettre un terme aux frappes aériennes visant des cibles civiles, aux perquisitions et aux détentions illégales de citoyens afghans». Le Conseil des ministres «condamne dans les termes les plus forts» les récents bombardements aériens ayant causé des pertes civiles. Vendredi, plus de 90 civils – principalement des femmes et des enfants – ont été tués dans un bombardement près du village d'Azizabad, dans le district isolé de Shindand, où les insurgés sont très présents, à quelque 120 km d'Herat, la grande ville de l'ouest du pays, selon une commission d'enquête présidentielle afghane.

La coalition a ouvert sa propre enquête, après avoir déclaré vendredi que 30 insurgés avaient été tués.

En juillet, deux frappes aériennes des forces internationales avaient tué 64 civils, pour la plupart des femmes et des enfants, dans les provinces du Nouristan et de Nangarhar (est), selon des commissions d'enquête afghanes.

Des civils afghans sont aussi régulièrement victimes de tirs meurtriers à des postes de contrôle ou à l'approche de convois militaires.

Les forces internationales regrettent la mort des civils mais absolvent le plus souvent leurs soldats à l'issue de longues enquêtes, privilégiant leur sécurité et jugeant qu'ils ont respecté les règles d'ouverture du feu. En mai, une enquête militaire américaine a ainsi jugé que des Marines victimes d'une attaque avaient «agi de manière appropriée», lors d'une fusillade au cours de laquelle ils avaient tué 10 civils en mars 2007 près de la frontière pakistanaise.

D'après la Commission afghane indépendante des droits de l'homme, plus de 900 civils ont été tués depuis début 2008 dans des violences, du fait des insurgés ou des forces de sécurité afghanes et internationales.

Les talibans ont lancé une insurrection meurtrière depuis qu'ils ont été chassés du pouvoir à la fin 2001 par une coalition internationale menée par les Etats-Unis, après avoir refusé de remettre les chefs d'Al-Qaïda, responsables des attentats du 11 septembre 2001.

Les violences ont redoublé d'intensité depuis près de deux ans malgré la présence de 70 000 soldats de deux forces multinationales, l'une de l'Otan (Force internationale d'assistance à la sécurité, Isaf), l'autre sous commandement américain (Operation Enduring Freedom, OEF).

Le Conseil de sécurité des Nations unies vote tous les ans la prolongation du mandat de l'Isaf, qui expire en octobre prochain. Les Etats-Unis et l'Afghanistan ont signé en mai 2005 des accords bilatéraux concernant l'Operation Enduring Freedom, à visée anti-terroriste, dans le cadre d'une «déclaration de partenariat stratégique».

La Russie prête à aller jusqu'à la rupture des relations avec l'Otan

Le président russe Dmitri Medvedev a déclaré hier que la Russie était prête à aller jusqu'à une «rupture des relations» avec l'Otan si l'Alliance atlantique ne veut plus coopérer.

«L'Otan a plus intérêt à une coopération que la Russie. S'ils ne veulent pas d'une coopération, cela n'aura rien de terrible pour nous», a-t-il dit, cité par les agences Ria Novosti et Itar-Tass, en recevant le représentant de la Russie auprès de l'Otan, Dmitri Rogozine, à Sotchi (Sud).

«Nous prendrons les décisions (qui s'imposent), jusqu'à la rupture (s'il le faut) des relations dans leur ensemble», a-t-il ajouté, soulignant toutefois que ce serait une décision difficile.

«Ces derniers temps, après le conflit armé en Ossétie du Sud provoqué par l'agression de la Géorgie, nos relations avec l'Alliance atlantique ne sont pas simples», a concédé M. Medvedev.

«On a assisté à une brusque dégradation des relations et nous n'en sommes pas coupables», a affirmé le président russe, accusant l'Otan de pratiquer une politique du deux poids deux mesures et de «s'éloigner de l'esprit de partenariat».

«Nous voudrions des relations utiles et de partenaires, nous n'avons pas besoin de l'illusion d'un partenariat», a relevé M. Medvedev.

Moscou a décidé jeudi de «geler» sa coopération militaire avec l'Otan, en réponse aux critiques par les pays membres de l'Alliance de son opération militaire en Géorgie.

Cette annonce est intervenue après que les 26 pays membres de l'Alliance eurent sommé la Russie de tenir sa promesse de retirer ses troupes de Géorgie et décidé de suspendre les réunions de leur forum de coopération, le Conseil Otan-Russie créé en 2002, tant qu'elle ne le ferait pas.

Moscou n'a toutefois pas suspendu le transit à travers le territoire russe de matériel de pays de l'Alliance atlantique à destination de l'Afghanistan, convenu dans le cadre d'un accord de coopération Russie-Otan en avril.

«A ma connaissance, le transit de matériel des forces de l'Otan en Afghanistan à travers le territoire russe n'a pas été interrompu. Nous n'avons pas l'intention d'entreprendre des démarches» en ce sens, a déclaré le chef d'état-major adjoint de l'armée russe, le général Anatoli Nogovitsyne, cité par l'agence Interfax.

Dans une déclaration commune du 19 août, les 26 pays membres avaient averti que l'Otan ne pouvait pas «continuer comme si de rien n'était» ses relations avec Moscou.

Désireux de prouver leur soutien à la Géorgie, ils ont aussi annoncé la création d'une commission Otan-Géorgie, chargée de superviser la coopération entre ce pays et l'Alliance atlantique. Elle doit mener à terme à l'intégration de cette ex-république soviétique à l'Otan, comme l'Alliance l'a promis à Tbilissi en avril.

L'Otan n'a cependant pris aucune décision pour accélérer le processus d'adhésion de la Géorgie, ce qui n'aurait pas manqué de susciter une vive réaction de Moscou.